



CONFÉRENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

ROME, 5-16 Novembre 1974

Distr.
LIMITÉE

E/CONF. 65/C.2/L.11
13 novembre 1974
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

DEUXIÈME COMMISSION

Point 9 (d) de l'ordre du jour

PROGRAMMES D'ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE

RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE AU MOYEN DE MESURES COMPORTANT NOTAMMENT L'AMELIORATION DU SYSTEME D'ALARME ET D'INFORMATION DANS LE DOMAINE ALIMENTAIRE, DES MESURES NATIONALES ET INTERNATIONALES EN MATIERE DE CONSTITUTION DE STOCKS ET DES DISPOSITIONS CONCERNANT LES SECOURS D'URGENCE ET L'AIDE ALIMENTAIRE

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture

Proposition du Vice-président: projet de résolution révisé */

La Conférence mondiale de l'alimentation,

Reconnaissant que l'aptitude des gouvernements à remédier vite et bien aux pénuries alimentaires serait renforcée si tous les gouvernements fournissaient en temps utile des renseignements appropriés sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de l'alimentation et reconnaissant en outre l'interdépendance des pays à cet égard,

Soulignant qu'il faut créer d'urgence un système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation ayant pour but (a) d'identifier les pays ou régions où des pénuries alimentaires et des problèmes de malnutrition aigus paraissent imminents; (b) de surveiller la conjoncture mondiale de l'offre et de la demande alimentaires afin de permettre aux gouvernements d'agir utilement et en temps voulu et (c) de contribuer au bon fonctionnement de l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale qui a été proposé,

*/ Version révisée du projet de résolution VI figurant dans l'Annexe VII du document E/CONF.65/6.

Reconnaissant la grande utilité d'information et de prévisions complètes et rapides sur la situation et les perspectives en ce qui concerne la production agricole, les besoins d'importation, les disponibilités exportables, la situation zoon sanitaire, les facteurs de production et le commerce pour assurer à l'échelle mondiale la sécurité alimentaire et la stabilité des marchés à des prix équitables et rémunérateurs, alors que la situation de l'alimentation et de l'agriculture change constamment,

Notant qu'un système mondial d'information exige la soumission régulière de rapports et d'observations fiables,

Reconnaissant que les zones les plus fortement affectées par la pénurie alimentaire, pour lesquelles il importe particulièrement de disposer à temps de renseignements adéquats, ne possèdent souvent pas les ressources et les techniques nécessaires pour fournir les données indispensables au bon fonctionnement du Système et reconnaissant aussi que le problème de l'insuffisance du rassemblement d'informations et de données sur l'alimentation dans les pays en voie de développement est imputable en grande partie à l'absence d'institutions adéquates.

Notant que les gouvernements de tous les grands pays producteurs et consommateurs de denrées alimentaires se sont déclarés prêts en principe à aider à transformer les dispositifs d'information actuels en un système plus complet à l'échelle mondiale et notant aussi qu'il importe de renforcer les fonctions d'information de la FAO, du Conseil international du blé et d'autres organisations internationales s'occupant de l'alimentation et de l'agriculture,

Notant avec satisfaction les mesures prises par la FAO pour renforcer ses systèmes d'information et d'alerte rapide dans le domaine alimentaire, à la suite de la décision adoptée par la Conférence de la FAO en 1973,

1. Décide de mettre en place un système mondial d'information et d'alerte rapide sur la situation alimentaire et agricole (ci-après dénommé le "Système") et convient que la FAO est l'organisation la plus indiquée pour assurer la direction et le fonctionnement du Système /qui fera partie intégrante du dispositif opérationnel convenu pour mettre en oeuvre les décisions de la Conférence/,

2. Demande à la FAO de mettre sur pied, avec le concours des autres organisations internationales intéressées et notamment du Conseil international du blé, les arrangements nécessaires pour créer le Système et de les soumettre à l'approbation définitive des gouvernements participant au Système,

3. Invite tous les gouvernements à participer au Système et à y coopérer sans restrictions sur une base volontaire et permanente, en communiquant toutes les informations courantes possibles, y compris celles tirées des statistiques et des études régulières qui sont publiées, d'abord sur les produits alimentaires de base, en particulier le blé, le riz, les céréales secondaires, le soja et les produits de l'élevage, ainsi que sur les autres aspects pertinents de la conjoncture intérieure de l'offre et de la demande alimentaires qui peuvent influencer sur la sécurité alimentaire mondiale,

comme les prix et la production des inputs et de l'équipement nécessaires pour la production agricole et l'industrie alimentaire, compte tenu des droits souverains des gouvernements en la matière et de la nécessité de les respecter pleinement,

4. Demande aux gouvernements de prendre des mesures, si besoin est, pour amplifier ou améliorer leurs services de rassemblement et de diffusion des données dans ces domaines et invite en outre la FAO, l'OMM, l'OMS, le Bureau intergouvernemental pour l'informatique et les autres institutions multilatérales et bilatérales à fournir d'urgence aux gouvernements intéressés une assistance technique et financière portant sur des aspects particuliers du renforcement des dispositifs actuels de rassemblement et de diffusion des données sur la production alimentaire, les niveaux nutritionnels correspondant aux diverses classes de revenus, l'approvisionnement en facteurs de production, la météorologie et les rapports entre l'agriculture et le climat, à l'échelon national ou régional selon le cas /et à coordonner ces activités avec celles du dispositif qui est créé pour donner suite aux décisions de la Conférence/,

5. Demande que les renseignements ainsi recueillis soient analysés à fond et communiqués périodiquement à tous les gouvernements participants, à leur usage exclusif, étant entendu que certains renseignements fournis par les gouvernements seront, sur demande, diffusés sous une forme globale, afin d'empêcher en particulier des répercussions défavorables sur le marché,

6. Invite l'Organisation météorologique mondiale, en liaison avec la FAO, (a) à fournir régulièrement, dans le cadre du Système, une analyse des conditions météorologiques courantes et récentes, sur la base des renseignements actuellement recueillis dans le cadre de la Veille météorologique mondiale, de façon à détecter les modifications des conditions météorologiques qui ont une importance pour l'agriculture; (b) à développer et à établir des projets conjoints de recherche, spécialement dans les zones arides et semi-arides, pour étudier les rapports climat/culture, en tenant compte de l'effet de l'humidité des sols (c) à renforcer les systèmes mondiaux actuels de surveillance des conditions climatiques pour améliorer les observations météorologiques, ainsi que les systèmes de traitement des données, à l'échelon national et régional, afin de les axer directement sur les besoins de l'agriculture, et (d) à encourager des recherches pour déterminer la probabilité de conditions météorologiques défavorables dans diverses zones agricoles et pour mieux comprendre les causes des variations du climat.